



Forum mondial
de la
Démocratie

DÉMOCRATIE
=
PAIX



Forum mondial de la démocratie 2023

Conseil de l'Europe, Strasbourg
6-8 novembre 2023

Rapport final

Préparé par le Rapporteur général, Dr Xavier Romero Vidal



Le 11e Forum mondial de la démocratie s'est tenu du 6 au 8 novembre 2023, à Strasbourg, autour du thème « Démocratie = Paix ? ». Malheureusement, ce sujet est douloureusement d'actualité dans le paysage mondial d'aujourd'hui. L'inquiétude qui prévaut quant au recul de la démocratie, associée à la persistance de conflits dans le monde entier entraînant une perte alarmante de vies humaines, souligne la nécessité de s'interroger sur la capacité de la démocratie de favoriser la paix en des temps aussi difficiles.

La démocratie peut-elle apporter la paix ?

À première vue, la corrélation entre la démocratie et la paix semble logique. Les processus délibératifs et le vote permettent d'exprimer des opinions divergentes sans recourir à la violence. Idéalement, la démocratie sert de mécanisme pour régler les conflits par des moyens non violents. Sur la scène internationale, cela devrait se traduire par un ordre démocratique mondial qui évite les guerres et par la recherche d'autres méthodes de règlement des conflits. Cependant, les rapports entre démocratie et paix sont complexes.

Beaucoup d'orateurs ont souligné un point essentiel : la démocratie seule ne garantit pas la paix. Les pays en transition vers la démocratie ne connaissent pas automatiquement la paix. Le débat du Forum sur l'échec de la transition démocratique au Soudan et le conflit armé qui s'y déroule ont illustré les défis que pose la garantie de la paix lors de telles transitions. Au lieu d'une formule simple comme « démocratie égale paix », la réalité est plus nuancée. L'absence de démocratie peut conduire à une absence de paix et, inversement, en l'absence de paix, l'instauration d'une véritable démocratie devient problématique. En outre, dans le contexte d'une transition démocratique, la justice transitionnelle joue un rôle central dans l'équilibre délicat entre la paix et la démocratie, marqué par les inhérentes tensions morales.

Même dans les pays où la démocratie est consolidée, le spectre de la guerre reste une possibilité. S'il est vrai que les nations démocratiques sont souvent enclines à la paix, des facteurs sous-jacents tels que les tensions ethniques, historiques et géopolitiques peuvent dégénérer en conflits armés. En substance, si les pays démocratiques ont moins tendance à déclencher des guerres avec d'autres pays démocratiques, la paix n'est pas un sous-produit automatique de la démocratie. L'intérêt des habitants et les politiques qui leur sont bénéfiques sont les principaux moteurs de la politique étrangère dans les Etats démocratiques.

En outre, l'impératif de promouvoir la paix s'étend à la fois aux relations entre les États et à l'intérieur des frontières de chaque pays. Beaucoup de sociétés sont confrontées à des niveaux croissants de polarisation et à l'ascension de dirigeants qui constituent une menace pour les principes démocratiques. Pour préserver la paix de la société, il faut s'engager notamment à protéger les droits humains, à défendre les droits des minorités et à garantir une répartition équitable des revenus. Dans le même temps, il est essentiel de rester vigilant pour veiller à ce que les institutions démocratiques restent efficaces et fidèles à leur objectif. Dans certains cas, l'État de droit, aspect fondamental de la démocratie libérale, a été détourné pour réprimer les droits des travailleurs, frapper de discrimination des habitants sur des bases raciales et marginaliser des groupes minoritaires.

Un ordre mondial ancré dans les principes démocratiques.

Un grand nombre d'appels ont été lancés à la communauté internationale pour qu'elle s'occupe des populations vivant sous des régimes autoritaires et dans des régions touchées par des conflits, et qu'elle leur vienne en aide. Cela soulève la question suivante : Quelle forme d'ordre mondial peut prévenir ou éliminer les guerres ? Il est évident que nous n'avons pas encore mis en place de système de gouvernance mondiale efficace et véritablement démocratique.

Les institutions internationales voient leur crédibilité mise à mal lorsque leurs règles sont considérées comme appliquées de manière sélective, ce qui entraîne une érosion progressive de la confiance au sein de la communauté mondiale. L'idée d'universalité, appliquée à des valeurs telles que les droits humains et l'application cohérente des normes internationales, est véritablement compromise en raison de la prévalence de la politique de deux poids deux mesures. L'instauration de la confiance et l'encouragement de la solidarité nécessitent un appel fervent aux institutions internationales pour qu'elles respectent des normes uniformes, indépendamment des alignements géopolitiques des États. En outre, des voix toujours plus nombreuses s'élèvent pour exiger des réformes substantielles au sein des organisations internationales afin d'empêcher les détenteurs du droit de veto de rendre ces institutions inefficaces.

Dans le contexte plus large de la gouvernance démocratique, tant au niveau national qu'international, un examen critique des questions liées à l'anticolonialisme et à l'injustice a été demandé. Le défi de la décolonialité, qui n'a pas été relevé, se profile à l'horizon et nécessite un débat global et nuancé afin d'appréhender les complexités des injustices historiques et leur effet sur la gouvernance mondiale contemporaine. Cette reconnaissance souligne la nécessité d'une approche holistique de la gouvernance démocratique qui s'attaque aux injustices historiques et qui œuvre activement en faveur d'un ordre mondial plus juste et plus inclusif.

Information et liberté de la presse

Au cours des trois jours du Forum mondial de la démocratie, une pléthore de propositions, de projets et de préoccupations ont été présentés. Ils couvrent un large éventail de sujets visant à renforcer la démocratie. Au milieu de la riche mosaïque de débats, une dimension est apparue comme particulièrement importante : le rôle central de l'information.

Tout d'abord, le Forum a reconnu le rôle des journalistes et des caricaturistes. Les contributions inestimables de *Cartooning for Peace* se sont manifestées dans leurs dessins artistiques tout au long des séances, ce qui a souligné l'importance de leur travail. Par ailleurs, des conférences dédiées ont abordé le thème de la liberté de la presse. Malheureusement, la participation prévue de Mohammed Al JaJa et de Belal Jadallah Salem, experts en développement organisationnel axé sur la liberté d'expression et la protection des journalistes, n'a pas été possible en raison de circonstances tragiques. Tous deux ont été tués par les bombardements israéliens à

Gaza, ce qui met en évidence les conditions extrêmement dangereuses auxquelles les journalistes sont confrontés dans cette région.

Ces pertes sont un rappel poignant des risques encourus par les journalistes dans le monde entier, comme le montre le lauréat du prix de l'innovation pour la démocratie, les Archives vivantes des défenseurs de la démocratie (*Defensores de la Democracia*). Cette initiative novatrice sert de dépôt en ligne pour préserver le travail des journalistes assassinés au Mexique. Non seulement les archives rendent hommage à leur héritage, mais elles servent d'outil analytique pour discerner les tendances et améliorer ainsi notre compréhension des modèles de violence à l'encontre des reporters.

Outre les informations diffusées par les journalistes, il est essentiel que l'information circule au-delà des grands médias. Il est essentiel de donner aux citoyens les moyens de connaître leurs droits pour que s'épanouisse la démocratie. La compréhension de nos droits constitue le fondement des principes démocratiques. Il existe des initiatives citoyennes notables qui répondent activement à cet impératif. Une autre dimension essentielle est l'importance de l'histoire et de la mémoire collective. Tirer des leçons du passé, cela permet d'appliquer les principes démocratiques dans la société et, surtout, de se prémunir contre la répétition des erreurs du passé. Plusieurs projets dans le monde, notamment au Mexique et en Ukraine, participent activement à la numérisation de cette mémoire collective sous diverses formes.

Le Forum a donné lieu à des débats révélateurs sur la désinformation, en particulier à l'ère des médias sociaux. La diffusion rapide de fausses informations est une tendance préoccupante. En outre, le rôle de l'IA a été abordé, bien qu'une plus grande attention soit nécessaire pour comprendre les défis que les progrès récents posent à la démocratie et à la paix.

Bâtir des démocraties plus solides

Outre la liberté de la presse et le poids de l'information, les débats du forum ont souligné l'importance d'un certain nombre de domaines par lesquels la démocratie et la paix peuvent être renforcées :

- **L'égalité économique** : Les inégalités économiques et les crises peuvent être des sources importantes de conflit. Il est primordial d'assurer une répartition équitable des revenus et des richesses pour favoriser la stabilité à l'intérieur des frontières et au-delà.
- **La justice sociale** : L'encouragement de la justice sociale et la garantie de l'accès aux besoins fondamentaux tels que les soins de santé et l'eau potable constituent les fondements d'une société juste.
- **La crise climatique** : La crise climatique, un défi mondial, exige une action immédiate et concertée. Les rapports entre démocratie et environnement ont été un thème central du Forum mondial de la démocratie 2021, ce qui a souligné la nature interdépendante de la lutte contre le changement climatique et des responsabilités démocratiques. Lors de la dernière édition en date, l'urgence de cette crise a été de nouveau soulignée.

- **L'égalité des sexes** : Les femmes sont souvent confrontées à des conditions de vie plus difficiles que les hommes, en particulier dans les situations de guerre et sous les régimes autoritaires. L'égalité des sexes est fondamentale. Nous avons également été informées d'initiatives qui renforcent le rôle des femmes dans la défense de la démocratie et de la paix.
- **La lutte contre les discriminations** : La lutte contre le racisme, le soutien des droits des personnes LGBTQ+ et la défense des droits des femmes sont essentiels dans la lutte contre la discrimination et les crimes de haine. Cette lutte contribue directement à la paix en réduisant la violence et en favorisant la compréhension entre les différentes communautés.
- **Les personnes disparues** : La question des personnes disparues, notamment en raison de la guerre ou de circonstances involontaires telles que l'exode des migrants, a pris de l'ampleur. Les États ont la responsabilité de rechercher les personnes disparues et de mener des enquêtes sur les cas de disparition, quelle que soit l'origine ethnique, religieuse ou nationale des personnes concernées.

La portée internationale des débats menés a une valeur significative, car elle rappelle les crises humanitaires souvent négligées. Si de nombreuses interventions ont fait référence à la situation dramatique en Palestine, on a demandé à maintes reprises : « qu'en est-il de nous ? », ce qui a attiré l'attention sur des crises souvent négligées ailleurs. La participation de personnes issues de diverses régions du monde permet non seulement d'avoir un effet positif à l'échelle mondiale, mais aussi d'améliorer et d'élever le discours au niveau européen.

Comme les années précédentes, cette édition du Forum avait une rapporteure pour l'égalité des sexes, Parvana Bayramova, qui a fait observer que, si les guerres sont principalement entamées, développées et mises en œuvre par des hommes, les femmes en subissent davantage les conséquences. Les femmes devraient prendre une part active à l'instauration de la paix et participer aux négociations. Il faut écouter leurs voix. L'orateur a observé que cette édition du Forum a atteint la parité hommes-femmes. Toutefois, les perspectives sur l'égalité des sexes doivent encore être mieux intégrées dans les débats et les panels, qui ne sont pas expressément consacrés à ce sujet.

Narayan Khanal, rapporteur pour la jeunesse, a souligné le rôle essentiel joué par les jeunes délégués pendant le Forum en posant de réelles questions et en participant aux débats. Il a également demandé que les prochaines éditions du Forum permettent la participation des jeunes en tant que modérateurs et panélistes. Plus généralement, il a exprimé le désir des jeunes d'avoir le droit de vote plus tôt afin qu'ils puissent non seulement faire entendre leur voix mais aussi prendre part aux décisions qui façonneront leur avenir.

En substance, les débats et les actions recommandées ici vont bien au-delà de la simple démocratie ou de la paix en termes abstraits. En relevant ces défis à multiples facettes, nous ne renforçons pas seulement la démocratie de nos pays, mais nous ouvrons également la voie à un monde plus pacifique, plus juste et plus inclusif.

Programme pour l'avenir

Les débats du Forum ont permis de dégager plusieurs recommandations à l'intention des différentes parties prenantes :

Aux organisations internationales :

1. Il est impératif de garantir la protection du droit international, soit par la création de **nouvelles organisations, soit par des réformes globales visant à améliorer les organisations existantes**, pour renforcer ainsi leur capacité de sauvegarder la démocratie et la paix. En particulier, le **droit de veto** dans les organisations internationales a été remis en question.
2. **La fiabilité des réactions aux agressions** est essentielle et exige une approche cohérente de la part des organisations internationales pour combattre les menaces.
3. La nature des **sanctions** a fait l'objet d'un débat essentiel. Il est essentiel de reconnaître qu'elles ont des répercussions significatives sur les populations et que l'exclusion d'États d'organisations internationales s'accompagne de son propre lot de coûts. Une approche nuancée est nécessaire pour trouver un équilibre entre l'efficacité et la minimisation des conséquences négatives.

Aux gouvernements nationaux :

1. **Protéger la paix dans l'ordre international multipolaire** : Les différents États contribuent de manière essentielle à la prévention de l'escalade des conflits au sein de l'ordre international multipolaire.
2. **Priorités au niveau national** :
 - o **Sanctions à des fins de dissuasion** : Considérer les sanctions comme un moyen de réduire les avantages potentiels de la guerre.
 - o **L'éducation démocratique** : Favoriser les systèmes éducatifs qui dotent la population des outils et des compétences essentiels à une participation active à la démocratie.
 - o **Protection des communautés** : Assurer une protection efficace des minorités ethniques et religieuses, des femmes, des personnes identifiées sur une base raciale, des membres de la communauté LGBTQ+, ainsi que des dissidents politiques et des journalistes.

Aux collectivités locales et régionales :

1. **Promouvoir la coopération interrégionale** : Encourager la collaboration entre les régions et les villes, favoriser la coopération décentralisée dans l'intérêt mutuel.
2. **Préserver la mémoire collective** : Soutenir les initiatives axées sur la préservation et la numérisation de la mémoire collective, en veillant à ce que les leçons du passé contribuent aux principes démocratiques actuels et futurs.

À la société civile :

1. **Renforcer le dialogue intergénérationnel** : Promouvoir la compréhension et la coopération entre les différentes catégories d'âge, en reconnaissant et en répondant à leurs divers besoins.
2. **Mettre l'accent sur la prise en charge au niveau local** : bâtir des réseaux de coopération et de solidarité au niveau local, favoriser l'empathie et des liens solides entre voisins.
3. **Rester vigilant contre toute indifférence** : Rester attentif aux risques de désintérêt envers la violence et les crimes de guerre, en particulier à l'ère de la couverture médiatique généralisée.
4. **Influencer les décideurs politiques et demander des comptes aux représentants** : Etudier des moyens efficaces d'influencer les décideurs politiques et élaborer des outils permettant de demander des comptes aux représentants. Reconnaître le pouvoir de la mobilisation et du militantisme du grand public dans l'élaboration des politiques nationales et internationales.